

## AKTUELL

KLIMA-BÜNDNIS

# Global, local, radical

Raymond Klein



**Le changement climatique est un sujet grave. Au sein du Klima-Bündnis, des élus locaux mettent en avant des revendications radicales - même s'ils ne sont pas affiliés aux Verts !**

« Les inondations dans la région du Müllerthal en juin, l'arrivée de nouvelles espèces, les températures montantes et les situations météorologiques extrêmes nous montrent que le changement climatique est bien arrivé, chez nous aussi. » Pour présenter ses revendications électorales, le 4 juillet, le Klima-Bündnis Lëtzebuerg a choisi de les ancrer dans la réalité locale. Une démarche assez logique pour cette « Alliance climat » qui regroupe 38 communes luxembourgeoises et se consacre à la sensibilisation et aux actions au niveau local.

Agir localement n'empêche pas de penser globalement, c'est ce que démontrent les revendications : afin de contribuer à la limitation du réchauffement à 1,5 degré prévue dans l'accord de Paris, le Luxembourg devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % avant 2030. Notons qu'actuellement le cadre européen prévoit 40 % seulement. L'augmentation demandée par le Klima-Bündnis correspond en proportion à ce qui est considéré par les experts comme ajustement nécessaire au niveau de l'Union européenne afin de respecter l'accord de Paris.

## Le vert du noir

L'objectif pour les énergies renouvelables est encore plus ambitieux : en 2030, celles-ci devraient atteindre 50 % de la consommation totale - actuellement, le Luxembourg peine à atteindre 11 % pour 2020. Pour cela, il faudra notamment réduire drastiquement la consommation d'énergie - « une mise en ques-

tion de notre modèle économique sera inévitable ».

Ces revendications sont nettement plus ambitieuses que ce qu'on trouve, par exemple, dans le programme électoral de Déi Gréng. Pourtant, elles sont endossées par 38 communes de couleurs politiques très variées. Surtout, sur les huit représentants communaux cités dans le communiqué du Klima-Bündnis, sept sont affiliés au CSV. Un signe que si ce parti gagne, l'orientation du prochain gouvernement sera noir-vert, même si les Verts n'y figurent pas ? Relevons aussi que la seule femme citée dans le communiqué est Béatrice Kieffer, vice-présidente du Mouvement écologique.

Le Klima-Bündnis insiste également sur la dimension locale du changement climatique : « Ensemble avec le ministère de l'Intérieur, il faudra trouver les moyens pour instaurer les communes comme véritables acteurs en la matière et leur donner des bases légales solides, par exemple pour les cahiers de charges des commandes. » Afin d'atténuer les effets du réchauffement, il est notamment proposé de multiplier les projets de renaturation pour contrecarrer les débordements des rivières. Quant aux inondations et autres catastrophes dans les pays plus exposés, le Klima-Bündnis estime que « les capacités d'accueil pour des migrants climatiques doivent être augmentées partout en Europe ».

Les autres revendications abordent des sujets très variés. Relevons que l'agriculture biologique devrait représenter 25 % du secteur en 2025, tandis que « dans l'agriculture conventionnelle, il faudra se concentrer sur une production saisonnière afin de limiter les transports à longue distance ». Enfin, concernant la mobilité, le Klima-Bündnis estime que « la part de la mobilité individuelle motorisée doit être réduite et la fin du tourisme à la pompe amorcée ».

## SHORT NEWS

## Le KEP a remué (un peu) la Chambre

(lc) - Dans le souci de ne pas passer à côté et de démontrer qu'eux aussi s'intéressaient à la politique culturelle, les coalitionnaires socialistes et verts ont tenté de peser dans le débat cette semaine. D'abord, le LSAP a présenté les idées issues de son groupe de travail dédié à la culture mardi matin. L'après-midi, Déi Gréng ont organisé une heure d'actualité à la Chambre des députés. Alors que le consensus sur la qualité du plan de développement culturel était presque unanime - n'y manquait que Fernand Kartheiser, qui dans une intervention qu'on ne peut décrire que comme hallucinante l'a qualifié de « plan de gauche » -, les vieilles querelles ont refait surface. Octavie Modert, au nom du CSV, a critiqué le gouvernement pour sa lenteur à mettre en place le plan et pour le fait de l'avoir publié juste avant les élections d'octobre. Le socialiste Franz Fayot a lancé une pique envers le premier ministre (absent) pour sa réponse à une actrice pendant les assises culturelles (voir article Thema dans ce numéro). Le libéral André Bauler s'est livré à une de ces performances insipides dont il a le secret, et finalement Marc Baum, pour Déi Lénk, a reconnu l'importance du document tout en rappelant que tout n'était qu'une question de volonté politique. En somme : (presque) tout le monde aime la culture, surtout avant les élections.

## Besserer Schutz von Mädchen und Frauen

(tj) - Sieben Jahre nach ihrer Unterzeichnung ist die Istanbul-Konvention diese Woche endlich vom Parlament ratifiziert worden. Bei dieser Konvention handelt es sich um ein Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen sowie häuslicher Gewalt. Das entsprechende Gesetz sieht eine engere Fassung der Rechtsnormen, eine Verschärfung der Strafen sowie die Erweiterung der Präventionsmaßnahmen und des Opferschutzes vor. Fortan gilt die Devise: „Wer schlägt, der geht“. Die Verjährungsfrist wird auf zehn Jahre ab der Volljährigkeit der Opfer verlängert, weibliche Genitalverstümmelungen sollen künftig als eigenständiges Verbrechen gelten. Obwohl der Text am Dienstag in der Chamber viel Lob erfuhr und fast einstimmig angenommen wurde, wurden auch einige Kritikpunkte genannt. Im Gesetz sei psychologische Gewalt nicht als Motiv zurückbehalten worden, bedauerte zum Beispiel die CSV-Abgeordnete Sylvie Andrich-Duval. Sie warf zudem die Frage auf, wie Gewaltprävention besser in diverse Ausbildungen integriert werden könne. Roy Reding begründete die Gegenstimme der ADR damit, dass man einen solchen „Gender-Gaga“ für „Blödsinn“ halte.

## China: Gegen Kohle, für die Schiene!

(lm) - Smog ist für die chinesische Regierung ein hochsensibles Thema - die politische Stabilität des Landes, die lange Zeit durch Wachstum und steigenden Wohlstand abgesichert wurde, ist seit Jahren auch abhängig von Faktoren wie Lebensqualität und Gesundheitsvorsorge, insbesondere für Kinder. Am 3. Juli legte Peking, wie Reuters berichtet, einen Plan gegen die Luftverschmutzung vor, der weiter geht als die bisher angewandten Maßnahmen. Statt 28 sollen nun 82 Städte in dieses Vorhaben einbezogen werden. In Shanghai und seinen Nachbarprovinzen muss bis 2020 der Kohleverbrauch um fünf Prozent, rund um Peking sogar um zehn Prozent gesenkt werden. In der Schwerindustrie sollen in den als kritisch angesehenen Provinzen die Kapazitäten eingefroren werden, die Stahlprovinz Hebei muss ihre Jahresproduktion sogar von 286 Millionen Tonnen (2013) auf 200 Millionen (2020) reduzieren. Interessanterweise wird auch der Straßenverkehr ins Visier genommen, wie ein weiterer Reuters-Artikel erläutert. Anfang 2019 sollen ähnlich strenge Emissionsstandards wie in der EU gelten. Eingepplant ist auch ein strenges Vorgehen gegen Mogelei seitens der Emissionsprüfstellen. Durch Kontrollen und Besteuerung möchte die Regierung auch die Verlagerung des Gütertransports von der Straße auf die Schiene fördern - eine Initiative, die in Europa derzeit leider unvorstellbar ist.